

## UN SENTIMENT DE LASSITUDE

Baudouin Bollaert

Le défilé du 14 juillet est à nos armées ce que le Tour de France est au cyclisme : le moment fort de l'année, un rendez-vous avec le pays profond, la manifestation d'une authentique ferveur populaire que rien ne semble en mesure d'entamer. La traditionnelle revue des troupes attire toujours des milliers de badauds, chaque année, le long des Champs-Élysées. Pourtant, comment nier qu'un cer-

tain malaise flotte dans les casernes ? Jacques Chirac l'a reconnu lui-même, fin juin, à Colmar. Il a parlé du « sentiment de lassitude » affectant le moral des armées. Le lieutenant-colonel Chauvancy s'en fait l'écho dans nos colonnes.

Alors que la vaste réforme de la défense nationale arrive à son terme, les raisons de cette lassitude sont multiples : coup de blues après cinq ans de réorganisation menée au pas de charge ; sentiment d'une dégradation de la condition militaire ; interventions à l'étranger parfois mal pré-

parées ; enfin, dans les trois armées, diminution sensible d'équipements considérés comme majeurs...

Père de la réforme lancée par Alain Juppé en 1996 et poursuivie par Lionel Jospin, le chef de l'Etat ne la renie pas, au contraire. Mais il estime aujourd'hui que l'armée française a « besoin de perspectives et de moyens ». Or, s'il juge « indispensable » que « le prochain budget de la Défense comporte des mesures significatives d'amélioration de la condition militaire », il n'est pas sûr que le gouvernement ait les marges de ma-

nœuvre nécessaires. L'armée sera-t-elle pénalisée alors que, de tous les grands secteurs de l'Etat, elle est la seule à s'être pliée à l'obligation d'une véritable réforme ? Il est vrai qu'elle n'a pas le droit de grève... L'effort d'adaptation consenti ces cinq dernières années est, en tout cas, sans précédent (réduction de 500 000 à 317 000 hommes). Il y a sûrement là un exemple à méditer pour l'ensemble des administrations de l'Etat.

Le jeu en valait-il la chandelle ? La France a-t-elle une doctrine militaire crédible ? La professionnalisation des

troupes est-elle un succès ? Autant de questions qui éclairent le malaise actuel. Pour François Heisbourg, le bilan est « plutôt bon ». Le « grand chantier de la défense a été caractérisé par la continuité dans l'action », écrit-il dans nos colonnes.

La France a su s'adapter au nouveau paysage stratégique, même si un autre expert, Aymeric Chauprade, encourage vivement nos dirigeants à aller plus loin pour s'émanciper des Etats-Unis et de... l'Allemagne. Quant à MM. Chirac et Jospin, au-delà d'évidentes considérations électorales, ils

ont montré à leur manière que la professionnalisation allait bon train en annonçant, le 27 juin, l'arrêt de la conscription plus d'un an avant l'échéance prévue.

Reste la question des moyens. Le niveau des dépenses d'équipement doit atteindre au moins 85 milliards de francs par an, estime Heisbourg. En espérant, pour l'image de l'armée et le moral des troupes, que les ratés du porte-avions Charles-de-Gaulle ou les difficultés industrielles du char Leclerc ne se répéteront pas à l'avenir...

COURRIER DES LECTEURS SAMEDI 21 JUILLET 2001

## Antimilitarisme

Félicitations au colonel Chauvancy (« Débats » du 12 juillet) pour son superbe article en défense de l'armée, et au *Figaro* pour l'avoir publié !

Félicitations pour cette analyse précise, honnête et sercine qui ramène la démagogie déferlante et à sens unique actuelle à ses mesquines proportions. Belle leçon, en vérité, pour beaucoup d'hommes politiques mais aussi pour ceux qui les élisent, ce qu'on oublie trop souvent.

Charles POMPEI,  
Paris.

Courrier électronique  
Plusieurs lettres.

## POURQUOI SI PEU DE CONSIDERATION ?

Depuis plusieurs semaines, les militaires assistent impuissants à des attaques multiples contre l'institution qu'ils représentent et qu'ils servent. Officier supérieur en activité, une cer-

### PAR LE LT-COLONEL FRANÇOIS CHAUVANCY \*

taine irritation me prend devant l'indifférence affichée face à cette situation. Dans une période préélectorale, une telle attitude est-elle bien opportune alors que les membres de la communauté militaire d'active, en retraite ou réserviste, représentent avec leurs familles une masse importante de citoyens qui votent ?

Pour éviter les stéréotypes habituels aisément diffusés par tout esprit critique sur la chose

militaire, je précise que je ne suis pas d'extrême droite, ni d'ailleurs d'extrême gauche, les deux extrêmes se valant. Je ne suis pas catholique intégriste mais agnostique, ne rejetant pas ma culture chrétienne. Je suis marié, certes non « recomposé » mais avec une épouse « sans profession » (lire fille et une professions), même si c'est « ringard » et « dévalorisant », veillant aux études et à l'éducation de trois enfants.

Je ne suis pas issu d'un milieu militaire, mais fils « d'immigrée », certes européenne, j'ai honte des quelques bien-pensants et moralisateurs qui salissent par amalgame la France et ses institutions. Malgré quatre participations à des opérations militaires extérieures, je n'ai pas torturé et on ne m'a pas enseigné ce « savoir-faire » à Saint-Cyr. Enfin je ne suis pas homophobe mais je n'ai pas senti jusqu'à ce jour ma partie « féminine » se réveiller. Cela dit, je suis comme beaucoup de mes camarades, hommes et femmes, un citoyen

français qui a choisi d'être militaire pour servir la République et donc les Français. Cela ne veut pas dire que je dois accepter tout et n'importe quoi.

Comment peut-on accepter en effet aujourd'hui le débat sur la torture d'hier en Algérie qui, complaisamment, amalgame armée et torture, ceux qui ont torturé et ceux qui n'ont pas torturé, donnant la parole finalement à d'anciens terroristes ? Cette période troublée a été volontairement et utilement oubliée par le pouvoir politique. Elle doit rester du domaine de l'histoire et il n'y a aucun devoir de repentance à avoir, surtout unilatéral. Si des actions en justice sont entreprises aujourd'hui contre des militaires français, la même démarche doit être entreprise contre les ressortissants étrangers concernés et contre les Français qui les ont soutenus, provoquant la mort de soldats et de civils français.

Pendant, au nom d'un devoir de mémoire, c'est bien l'institution militaire qui est at-

taquée au moment où elle se professionnalise et que la Défense est malmenée financièrement. Il est vrai que, pour certains, « les dépenses militaires sont du gaspillage », commentaire à l'image des « dividendes de la paix » de la fin des années 80, dont la pertinence a été validée par la guerre du Golfe et les nombreux conflits qui ont suivi depuis ! Le séna-

taire est flattée qu'un « groupe social » invite les citoyens français à participer au défilé de leur armée. Ce n'est pas si courant de nos jours car cette célébration ressemble plus à une cérémonie obligatoire qui peut même susciter des commentaires ministériels désobligeants (*L'Express* du 6 janvier 2000). Cependant, n'étant pas sûr du message, faut-il comprendre

que les armées seraient homophobes ? Pourtant, seule la confiance en ses chefs peut conduire un soldat sur un

théâtre d'opération à remplir les missions confiées par le pouvoir politique.

Si un subordonné, homme, femme, noir, blanc, jaune, chrétien, musulman, juif, agnostique, homosexuel, hétérosexuel est compétent et loyal, la communauté militaire l'accepte et l'intègre au nom du service de l'Etat en s'appuyant sur le lien fondamental établi

entre les droits individuels et les devoirs dus à la collectivité. Cela heurte certainement les moralisateurs et autres bien-pensants. Cette campagne offensive pour les armées, dont le financement aurait été plus utile pour lutter contre le sida, est donc parfaitement incongrue. Aurait-elle pour but de réclamer plus de droits pour une minorité ? Or, en démocratie, jusqu'à présent, la majorité prime sur les minorités quelles qu'elles soient.

Aussi, messieurs et mesdames les moralisateurs, cela suffit. Il est facile de s'attaquer sans risque à une institution qui, par devoir et tradition, se tait. Demain, comme toujours, vous serez contents que des soldats risquent leur vie pour que vous puissiez vivre en sécurité et dans le confort des libertés acquises par le sang versé. Aujourd'hui, le manque de considération et le mépris portés par quelques-uns à l'égard des hommes et des femmes servant sous l'uniforme l'Etat et la Nation (donc vous), qu'ils soient

des armées, de la gendarmerie ou de la police soumise, elle aussi, à de multiples attaques, affaiblissent inexorablement la capacité de l'Etat à défendre la sécurité des citoyens.

Curieusement, le paroxysme de cet antimilitarisme surient avant le 14 juillet, fête nationale, au moment où nous basculons définitivement vers une armée professionnelle. Il est temps que nos hommes politiques soient transparents vis-à-vis de l'Armée. Le président de la République, par sa dernière visite opportune dans l'armée de terre, lui a certes signifié son attachement : mais est-ce suffisant ? Seule institution de la République capable de se réformer et d'ailleurs d'obéir, n'y a-t-il pas une volonté de déstructurer l'Armée et finalement de la désespérer ? Il est donc temps que les discours convenus des hommes politiques laissent la place à des témoignages concrets de soutien à nos armées.

\* Officier d'active ; armée de terre

### *Le cri du cœur d'un officier indigné par l'étalage d'un nouvel antimilitarisme*

teur Vinçon a souligné récemment ce désarroi des militaires devant le peu de considération qui leur est accordé.

Enfin, la dernière cause d'irritation provoquée par une revue des gays et des lesbiennes est l'invitation humoristique (?) à « l'hétéro pride » du 14 juillet par placard publicitaire dans *Libération* et *Le Monde*. Sans aucun doute, la communauté mili-